



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE NEW DELHI

N° 47 – Du 10 au 16 décembre 2021

En bref

Afghanistan : Première livraison aérienne d'aide humanitaire en provenance d'Inde.

Bangladesh : Les investissements chinois au Bangladesh « ne doivent pas être un sujet d'inquiétude pour l'Inde ». Le Bangladesh appelé à devenir un des plus grands marchés de consommateurs d'ici 2030.

Bhoutan : L'inflation repart à la hausse à 6,5% en octobre.

Inde : *Indicateurs macro-économiques* : La Banque asiatique de développement réduit les prévisions de croissance du PIB de l'Inde pour 2021/22 à 9,7%. Accroissement de l'indice des prix à la consommation pour le deuxième mois consécutif en novembre. L'inflation des prix de gros poursuit sa trajectoire haussière à 14,2% en novembre. Lente remontée de l'indice de production industrielle à 3,2% en octobre. *Finances publiques* : Le Conseil de la GST se réunira en janvier 2022 et discutera de la rationalisation des taux. *Secteur financier* : La RBI donne son accord à la LIC pour augmenter sa participation dans l'IndusInd Bank jusqu'à 10%. *Politique commerciale* : L'Inde et les Émirats arabes unis concluront leurs négociations sur un accord de libre-échange le mois prochain selon Piyush Goyal. Le groupe spécial de l'OMC se prononce contre l'Inde dans le différend sur les subventions aux exportations de sucre.

Maldives : Prêt de 14 M USD du Fonds d'Abu Dhabi pour le développement (ADFD). Forte hausse des recettes collectées sous l'effet de la reprise touristique.

Népal : Progression de l'inflation à 5,3% au quatrième mois de l'exercice budgétaire en cours. Diminution des transferts de migrants au cours des quatre premiers mois de l'exercice. Numérisation des paiements des droits de douane. Discussions sur un accord aérien avec le Rwanda et le Bahreïn. Intérêt bangladais pour l'électricité népalaise

Pakistan : Faible réaction des marchés à l'augmentation de 100 points de base du taux directeur. Retard de la signature de l'accord avec le FMI du fait du report de la loi de finances rectificative. La Commission de privatisation annonce un train de dénationalisations ambitieux qui sera partiellement intégré dans la LFR en préparation. Points clefs du rapport sur « l'assistance économique étrangère en 2020/21 ». Le gouvernement annonce la déréglementation prochaine du transport du gaz. Le versement de 1,4 Md USD aux IPP chinoises n'est toujours pas effectué.

Sri Lanka : Réserves à un mois d'importations fin novembre. Contraction du PIB au T3 2021.

Afghanistan

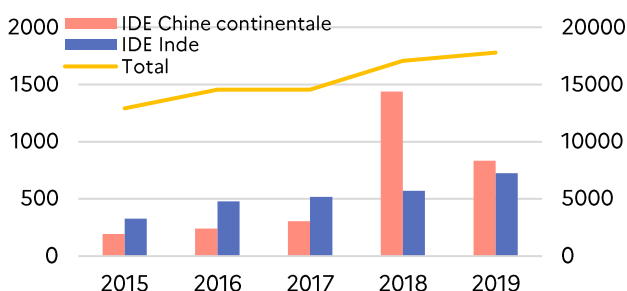
Première livraison aérienne d'aide humanitaire en provenance d'Inde

La compagnie aérienne afghane Kam Air a acheminé depuis l'Inde un lot de deux tonnes de fournitures médicales, il s'agissait du premier envoi d'aide indienne depuis l'arrivée au pouvoir des Talibans. L'Inde s'est par ailleurs engagée à fournir 500 000 doses de vaccins contre le coronavirus.

Bangladesh

Les investissements chinois au Bangladesh « ne doivent pas être un sujet d'inquiétude pour l'Inde »

Selon les déclarations du ministre bangladais des Affaires Etrangères à l'occasion d'une interview accordée à l'agence de presse indienne *Press Trust of India* (PTI), les investissements chinois au Bangladesh « ne doivent pas être un sujet d'inquiétude pour l'Inde » et la relation entre l'Inde et le Bangladesh est une relation de long terme sans comparaison aucune et amenée à se renforcer. Le stock d'IDE chinois (Chine continentale) au Bangladesh atteint [833 M USD en 2019](#) et a été multiplié par quatre depuis 2015, contre 725 M USD pour l'Inde, multiplié par deux depuis 2015 et sur un total d'IDE en 2019 de 17,8 Mds USD. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni arrivent toutefois en tête des pays d'origine (première contrepartie) des IDE étrangers au Bangladesh, avec des stocks s'élevant à 3,6 Mds USD et 2,3 Mds USD respectivement.



Le Bangladesh appelé à devenir un des plus grands marchés de consommateurs d'ici 2030

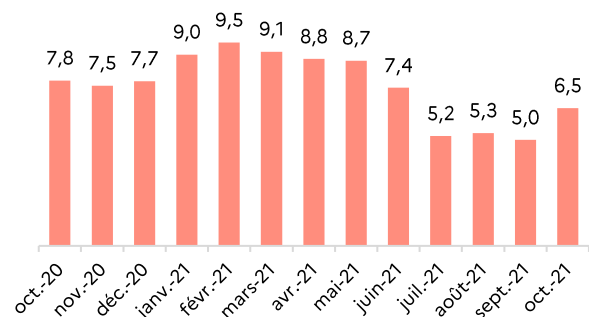
Selon les données du *World Data Lab MarketPro*, le Bangladesh comptera 85 M de consommateurs d'ici 2030, contre 35 M aujourd'hui, c'est-à-dire les personnes vivant dans un foyer dont les dépenses atteignent au moins onze dollars américains par personne. En termes de consommateurs, le Bangladesh se classerait 11^{ème} mondial contre 28^{ème} actuellement et les consommateurs bangladais représenteraient 1,6% du total mondial en 2030 contre 0,8% en 2021.

Bhoutan

L'inflation repart à la hausse à 6,5% en octobre

L'inflation en octobre atteint [6,5%](#) et repart à la hausse après trois mois de stabilisation : 5,2% en juillet, 5,3% en août et 5% en septembre. Dans le détail, les prix des produits alimentaires, qui comptent pour près de 46% du total, augmentent de 5% en g.a. Les transports et l'immobilier, respectivement second et troisième poste en terme de pondération (16% et 12% de l'indice des prix à la consommation) ont augmenté de 11,2 et de 7,1% en g.a. Les prix de l'habillement (9% de l'indice) ont également augmenté de 10,9%. Seuls les communications ont vu leurs prix se réduire de 4,3% mais leur poids dans l'indice reste marginal (3%).

Evolution de l'inflation en g.a.



Inde

Indicateurs macro-économiques

La Banque Asiatique de développement réduit les prévisions de croissance du PIB de l'Inde pour 2021/22 à 9,7%

La Banque asiatique de développement (BAsD) a revu à la baisse ses prévisions de croissance du PIB de l'Inde pour 2021/22 à 9,7 %, contre 10 % en septembre 2021. Elle invoque les problèmes de chaîne d'approvisionnement comme principale raison de cette révision à la baisse. La Banque a maintenu ses prévisions de croissance du PIB pour 2022/23 à 7,5 %, car elle s'attend à une normalisation de la demande intérieure.

Par ailleurs, le Crédit Suisse prévoit une croissance du PIB réel de l'Inde pour 2021/22 à environ 10,5 %. La croissance pour 2022/23 devrait être d'environ 9%. Toutefois, le Crédit Suisse a mis en garde contre les prix élevés de l'énergie, le faible taux d'emploi ou de réemploi dans certains secteurs clés comme l'éducation, le tourisme, la construction ou encore la production automobile qui pourraient peser sur la reprise économique.

Accroissement de l'indice des prix à la consommation pour le deuxième mois consécutif en novembre

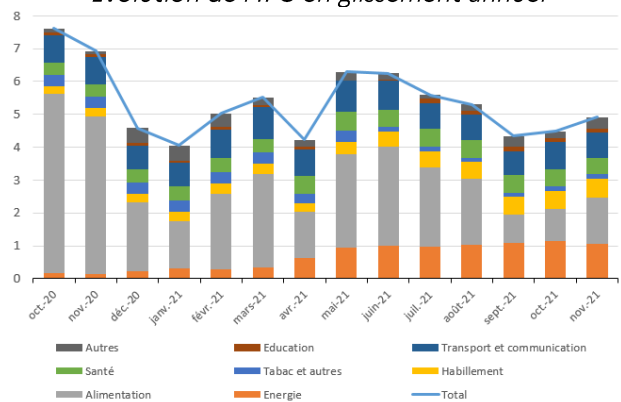
Le taux d'inflation ressort à 4,9% en g.a., au-dessus du chiffre enregistré en octobre (4,5% en g.a.). Les prix des denrées alimentaires, dont la pondération dans l'indice est élevée à 46%, ont augmenté de 2,6% en g.a. (après +1,8% en octobre) et de 1,2% en g.m. De même, l'autre composante volatile, celle des prix des carburants, dont la pondération dans l'indice est nettement plus faible (7%) ralentit, à +13,4% en g.a. en août, contre 14,4% en g.a. en octobre. Pour rappel, le gouvernement a réduit les droits d'accise/taxes sur les prix de l'essence et du diesel de 5 INR/litre et 10 INR/litre respectivement à partir de novembre.

L'inflation sous-jacente (hors prix des composantes alimentaires et des carburants) reflète bien la rigidité des prix, elle se maintient à

6,2% comme en octobre. En g.m., la progression de l'inflation sous-jacente ralentit (+0,4% en novembre après +0,7% en octobre).

Selon le gouverneur de la RBI, l'inflation sous-jacente reste une préoccupation, d'autant plus qu'elle pourrait être tirée à la hausse en raison de l'augmentation à venir des tarifs des télécommunications et de la hausse de la GST sur les textiles et les chaussures.

Evolution de l'IPC en glissement annuel

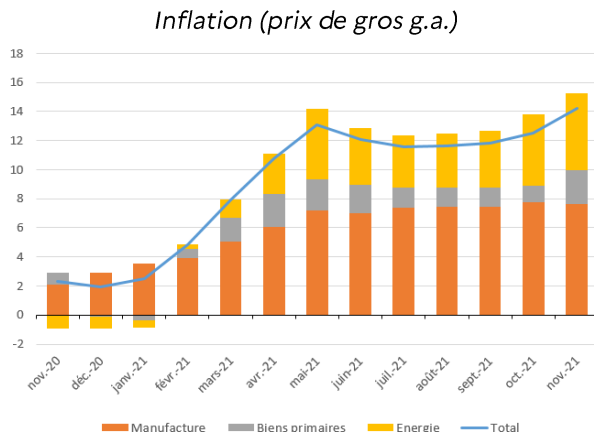


L'inflation des prix de gros poursuit sa trajectoire haussière à 14,2% en novembre

L'inflation des prix de gros accélère à 14,2% en novembre, contre 12,5% en octobre, pour atteindre son plus haut niveau depuis 1998. Par ailleurs l'indice pour le mois de septembre a été révisé à 11,8% contre 10,7% auparavant. L'inflation des produits manufacturés, dont la pondération dans l'indice est de 64,2%, est restée stable entre octobre et novembre à 12% grâce à un bond de 29,1% du prix des métaux de base. Les prix des biens primaires (15,3% de l'indice) augmentent de 10,3% en g.a., après 5,2% en octobre. La hausse du carburant (13,2% de l'indice) connaît l'augmentation la plus importante, 39,8% en g.a. après +37,2% en octobre.

Sur une base mensuelle, l'indice a progressé de 2,7%. L'inflation des produits manufacturés est restée relativement stable (+0,9) tandis que celle des produits alimentaires a augmenté de 3,4% en novembre après 3,1 % en octobre. Le carburant a fortement augmenté de 5,6 % en g.m. en novembre 2021 mais à un rythme moins élevé que le mois précédent (8,7%), ce qui représente

la plus forte augmentation séquentielle de la série.



Lente remontée de l'indice de production industrielle à 3,2% en octobre

La production industrielle, mesurée par l'indice de la production industrielle (IIP), a augmenté de 3,2 % en glissement annuel en octobre 2021, en légère augmentation par rapport à la hausse de 3,1 % enregistrée en septembre.

Le secteur manufacturier (77,6% de l'indice) a enregistré une croissance de la production de 2% en octobre 2021, contre une augmentation marginale de 0,4% un an auparavant mais après une augmentation de 2,7% en septembre. L'amélioration de la performance du secteur manufacturier a été généralisée, 13 des 23 sous-groupes faisant état d'une augmentation de la production. L'exploitation minière (14,4% de l'indice) a augmenté de 11,4% à comparer avec une contraction de 1% en g.a. un an auparavant. La production d'électricité (8% de l'indice) a augmenté de 3,1% contre une augmentation de 11,2% en g.a. en octobre 2020.

Sur une base mensuelle, l'IIP a progressé de 4,3 % après deux mois de contractions successives (-0,2 et -2,4% respectivement en août et septembre 2021), principalement en raison d'une reprise dans les secteurs minier (+15,4% en g.m.) et manufacturier (+3,4% en g.m.) tandis que l'électricité se reprend mais reste en territoire négatif (-0,4% en g.m. après -11,0 % septembre). La combinaison de la reconstitution des stocks pour les fêtes, de la fin de la mousson du sud-ouest et d'une amélioration tangible de la

mobilité et de la confiance des consommateurs semble avoir apporté un soutien.

Par typologie de biens, la production de biens primaires (34% de l'indice) a augmenté de 9%, celle de biens intermédiaires (17,2% de l'indice) de 2,1% et celle des biens d'infrastructure/de construction (12,3% de l'indice) de 5,3. Seule la production de biens d'équipement (8,2% de l'indice) s'est contractée de 1,1% en g.a. Trajectoire opposée pour les biens de consommation, la production de biens durables s'est davantage contractée (-6% après -2% en g.a. en septembre), tandis que celle de biens non-durables se reprend (+0,5% après -0,5% en septembre). L'indice cumulé d'avril à octobre 2021 a augmenté de 20%, contre une baisse de 17,3% enregistrée au cours de la même période il y a un an.

Finances publiques

Le Conseil de la GST se réunira en janvier 2022 et discutera de la rationalisation des taux

Une réunion du Conseil de la taxe sur les produits et services (GST) devrait se tenir début janvier 2022. La réunion devrait se concentrer sur la révision des taux appliqués pour quelques articles supplémentaires. Elle servira également de plateforme pour les discussions pré-budgétaires entre la ministre des Finances de l'Union, Nirmala Sitharaman, et les ministres des Finances des États fédérés.

Secteur financier

La RBI donne son accord à la LIC pour augmenter sa participation dans l'IndusInd Bank jusqu'à 10%

L'IndusBank a reçu, le 9 décembre, une notification de la RBI autorisant la *Life Insurance Corporation*, actionnaire de la banque, pour l'acquisition jusqu'à 9,99 % du capital total émis et libéré de la banque. Pour rappel, la LIC détient à présent 4,95 % du total du capital émis et libéré de la banque.

Politique commerciale

L'Inde et les Émirats arabes unis concluront leurs négociations sur un accord de libre-échange le mois prochain selon Piyush Goyal

S'adressant à l'*India Global Forum, UAE-2021*, le ministre du Commerce et de l'Industrie, Piyush Goyal, a déclaré lundi que l'Inde et les Émirats arabes unis concluraient les négociations d'un accord de partenariat économique global (CEPA) le mois prochain. Pour rappel, les deux parties ont entamé le premier cycle de négociations en septembre.

Les Émirats arabes unis constituent un partenaire commercial de premier plan pour l'Inde, et se positionnent au troisième rang des principaux clients et fournisseurs de l'Inde en 2020. Le solde commercial bilatéral a été porté de 600 M USD en 2019 à près de 6 Mds USD en 2020 (9^{ème} solde déficitaire pour l'Inde en 2020).

Le groupe spécial de l'OMC se prononce contre l'Inde dans le différend sur les subventions aux exportations de sucre

L'Inde a été défaite dans le différend sur les subventions aux exportations de sucre devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et le groupe spécial a tranché en faveur du Brésil, de l'Australie et du Guatemala. Les producteurs rivaux ont affirmé que l'Inde avait enfreint les règles de l'OMC en accordant un soutien interne et des subventions à l'exportation excessifs pour le sucre et la canne à sucre. Le groupe spécial a suggéré que le pays mette ses mesures incompatibles avec l'OMC en conformité avec ses obligations au titre de l'accord sur l'agriculture et de l'accord sur les subventions et les mesures compensatoires (SMC). Toutefois, il est peu probable que la décision prenne effet immédiatement, l'Inde devrait faire appel du rapport.

Maldives

Prêt de 14 M USD du Fonds d'Abu Dhabi pour le développement (ADFD)

Le ministre des Finances maldivien et le directeur général de l'ADFD ont signé lundi 13 décembre un accord pour un prêt de 51,4 M AED (14 M USD) pour la création d'une unité de valorisation énergétique des déchets (UVE) de 1,5 MW devant fournir de l'énergie à 6000 foyers maldiviens et permettre la création de 100 emplois. L'accord de prêt s'inscrit dans la double volonté des autorités maldiviennes de parvenir à une meilleure gestion des déchets ainsi qu'à la réduction des émissions carbone associées.

Forte hausse des recettes collectées sous l'effet de la reprise touristique

Les entrées de touristes, dont le nombre a dépassé 1,2 M début décembre (+151% par rapport à la même période en 2020), tirent les recettes de l'Etat maldivien. La *Maldives Inland Revenue Authority* a annoncé avoir collecté 1,2 Md MVR (80,5 M USD) de recettes fiscales et non-fiscales en novembre, en hausse de 168,4% en g.a. La taxe sur les biens et services (GST) représente 62,2% des recettes fiscales collectées sur ce mois, un montant multiplié par 2,5 par rapport à novembre 2020. Sur les 11 premiers mois de l'année, les recettes fiscales (78% du total des recettes collectées) sont en hausse de 33,7% en g.a. à 10,6 Mds MVR (693 M USD). Les recettes non-fiscales (22% du total) sont en hausse de 105,6% à 3,0 Mds MVR (195 M USD), tirées notamment par la location de terrains touristiques (+304%) qui en représente la moitié. Les recettes fiscales et non-fiscales collectées sont ainsi en hausse de 44,8% en g.a. sur cette période, à 13,6 Mds MVR (888 M USD).

Népal

Progression de l'inflation à 5,3% au quatrième mois de l'exercice budgétaire en cours

Au quatrième mois de l'exercice, de mi-octobre à mi-novembre, l'inflation s'établit à 5,3% contre

4,1% l'année précédente et après 4,2% le mois précédent. L'inflation des produits alimentaires atteint 4,8% contre 5,7% pour l'inflation non alimentaire. L'inflation alimentaire compte pour 43,9% dans le calcul de l'inflation totale et le poste le plus important de l'inflation non-alimentaire est le logement (*Housing and utilities*) à 20,3% du total et dont l'inflation s'établit à 4,2%. Pour ce qui est de l'inflation des prix de gros elle atteint 6,7% au quatrième mois de l'exercice, en stabilisation après un pic à 9,4% l'année dernière à la même période.

Diminution des transferts de migrants au cours des quatre premiers mois de l'exercice

Le total des transferts des travailleurs migrants reçus entre mi-juillet et mi-novembre diminue de 7,5% par rapport à la même période l'année dernière. Cette période avait en effet vu les transferts croître de 11,2% en glissement annuel, en partie suite au retour forcé de travailleurs en raison de la pandémie. Les travailleurs qui ne sont pas rentrés avaient également accru leur effort pour soutenir leurs familles confrontées à la crise sanitaire et économique. Au terme des quatre premiers mois de l'exercice 2021/22, les transferts de travailleurs migrants représentent 312,4 Mds NPR (2,6 Mds USD) soit 7,6% du PIB népalais en 2020/21 à prix courants.

Numérisation des paiements des droits de douane

Le Département des douanes a annoncé le développement d'un nouveau système de règlement en ligne des droits de douane. Le programme en serait à sa dernière phase de test et devrait bientôt être disponible pour les consommateurs. Les revenus annuels des droits de douane sont de plus de 500 Mds NPR (4,1 Mds USD) et le Département espère que la numérisation simplifiera la procédure.

Discussions sur un accord aérien avec le Rwanda et le Bahreïn

Le Rwanda s'est dit intéressé par la conclusion d'un accord aérien avec le Népal à l'occasion d'une rencontre entre le ministre népalais du Tourisme et de l'Aviation civile et l'Ambassadrice non-résidente du Rwanda pour le Népal.

L'Ambassadrice a également appuyé le développement de la coopération bilatérale dans les domaines de la culture et du tourisme. Par ailleurs des discussions seraient en cours pour l'établissement de liaisons aériennes directes entre Katmandou et le Bahreïn.

Intérêt bangladais pour l'électricité népalaise

A l'occasion d'une rencontre avec les délégués de la Confédération des Industries Népalaises (CNI), les autorités bangladaises se sont montrées intéressées par la signature d'un contrat d'achat d'électricité avec les centrales hydroélectriques népalaises. Le ministre d'Etat bangladais pour l'Energie et les Ressources minérales a déclaré que le Bangladesh achèterait de l'électricité népalaise d'ici l'année prochaine. La demande d'électricité du Bangladesh devrait atteindre 24 000 MW d'ici 2040 alors que le pays s'est engagé à arrêter l'exploitation des centrales à charbon dans les quatre prochaines années. Selon la CNI l'achat d'électricité népalaise par le Bangladesh devrait entraîner une diminution des prix de moitié, sous réserve de la réalisation de certains aménagements d'infrastructures afin de faciliter l'acheminement de l'électricité.

Pakistan

Faible réaction des marchés à l'augmentation de 100 points de base du taux directeur

L'augmentation de 100 points de base - à 9,75% - du taux directeur par la *State Bank of Pakistan* (SBP) est saluée de façon relativement positive par le PSX mais ne suffit pas à stopper la baisse du PKR. Le 16 décembre, le PSX clôture en forte hausse à 43 731 points contre 43 273 le 9 décembre 2021. Le PKR a clôturé à 178,95 en *intraday* contre 177,71 le 9 décembre.

Retard de la signature de l'accord avec le FMI du fait du report de la loi de finances rectificative

Selon la presse, la tenue de la réunion de l'OCI sur l'Afghanistan la semaine prochaine à Islamabad pourrait retarder le vote de la loi de finances rectificative (LFR) et entraîner le report de la signature de l'accord avec le FMI.

(initialement prévu pour le 12 janvier) qui doit permettre au Pakistan de recevoir 1,06 Md USD. On rappellera que le FMI fait de la révision du budget pakistanais une condition préalable à son accord pour verser son aide budgétaire au Pakistan.

La Commission de privatisation annonce un train de dénationalisations ambitieux qui sera partiellement intégré dans la LFR en préparation

La Commission de privatisation propose d'intégrer à la LFR et la loi de Finances 2022/23 la privatisation d'une douzaine d'établissements à capitaux détenus par l'Etat dont les recettes prévisionnelles sont estimées à 252 Mds PKR (1,4 Md USD) pour le S2 2021/22 et l'exercice budgétaire suivant (contre 920 MUSD en 2020/21).

La privatisation du complexe électrique lourd (HEC), de deux centrales électriques fonctionnant à partir de turbine à gaz, de la *House Building Finance Corporation Limited*, du *Jinnah Convention Centre* d'Islamabad, de la *Pakistan Re-Insurance Co Ltd* (PakRe) sont annoncées pour le deuxième semestre de l'année budgétaire 2021/2022.

La Commission de privatisation remet à l'exercice 2022/23 la privatisation de la *First Women Bank Limited* (FWBL), de la *Pakistan Steel Mills* (PSM) qui pourrait être assortie d'une *golden share* de l'Etat de 26% et de la *Sindh Engineering Limited* (SEL).

Points clefs du rapport sur « l'assistance économique étrangère en 2020/21 »

Le Pakistan a contracté 8,4 Mds USD au cours de l'exercice 2018/19, suivi de 10,5 Mds USD en 2019/20 (en hausse de 24%) et de 15,3 Mds USD en 2020/21 (en hausse de 47%). La dette publique du Pakistan s'établissait à 85,6 Mds USD au 30 juin 2021, soit une augmentation nette annuelle de 7,7 Mds USD (+10 %).

Dans le détail, 35% de l'aide de l'exercice 2020/21 (nouveaux accords de prêt), soit 4,2 Mds USD ont été attribués au secteur de l'énergie. 23% de l'aide de l'exercice 2020/21 ont été attribués au développement rural et au bien-être social ; 18% à la réforme de la gouvernance ; 7% à la réforme

de la gestion financière et des revenus ; 7% à l'éducation ; 5% aux nouvelles méthodes agricoles et 4% aux transports.

En termes de nouveaux engagements, la Banque mondiale (4,7 Mds USD) est le plus grand partenaire de développement du Pakistan, suivie par la Banque islamique de développement (952 MUSD), la BAsD (902 MUSD), et la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (326 MUSD).

Le gouvernement annonce la déréglementation prochaine du transport du gaz

L'annonce n'est pas accompagnée à ce stade d'un plan d'action précis et le porte-parole du gouvernement ne précise pas, par exemple, que la licence -qui pourrait être délivrée à 10 entreprises pour fournir du gaz à la population- va jusqu'à intégrer les terminaux de GNL.

Le versement de 1,4 Md USD aux IPP chinoises n'est toujours pas effectué

Les solutions promises fin septembre 2021 par les autorités pakistanaises lors du 10^{ème} comité mixte de coopération du *China-Pakistan Economic Corridor* (CPEC) pour la reprise des discussions avec les centrales électriques détenues par des intérêts économiques chinois restent en attente. Le gouvernement pakistanais s'était engagé à payer une somme forfaitaire d'attente de 230 Mds PKR (1,4 Md USD) et à mettre sur pied un fonds de roulement qui aurait des dépôts équivalant à 21% du coût de production d'électricité.

La constitution du fonds de roulement achoppe d'une part sur l'exigence chinoise qu'il soit assorti d'une garantie souveraine et d'autre part sur la révision à la baisse de l'allocation budgétaire à l'énergie du Pakistan, ce qui interdit la constitution d'un capital suffisamment abondé lors de la création du fonds de roulement. La presse indique que cet obstacle pourrait être levé prochainement grâce à un emprunt dédié à ce fonds qui est actuellement à l'étude.

Le montant impayé aux producteurs d'électricité (« la dette circulaire ») - est passé de 1,2 Md PKR (6,5 MUSD) en juin 2018 (trois mois après le début des opérations des IPP) à 2 400 Mds PKR (13,5

Mds USD) en septembre 2021. Les IPP (*independent power producers*) chinoises ont refusé de renoncer aux conditions spéciales dont elles avaient bénéficié aux termes de l'accord sino-pakistanaï du CPEC de 2015.

L'objectif pakistanais avancé dans la presse pourrait consister à minima à obtenir l'apurement de 40% des cotisations impayées de la part de la partie chinoise du CPEC et de payer le solde par tranches de 100 Mds PKR (5,6 Mds USD). Il pourrait aller jusqu'à renégocier les tarifs de l'électricité et l'imposition des IPP (en cherchant à baisser le rendement des capitaux propres accordés aux IPP).

Sri Lanka

Réserves à un mois d'importations fin novembre

Le niveau des réserves de devises a atteint 1,6 Md USD fin novembre 2021, un plus bas depuis la fin de la guerre civile et l'équivalent d'1 mois d'importations de marchandises. Ce chiffre n'inclut pas un *swap* de 1,5 Md USD conclu avec la Chine en mars 2021, mais non activé depuis. Les réserves s'élevaient à 2,3 Mds USD fin octobre, et à 5,5 Mds USD fin novembre 2020, ce qui représente une chute de 71% en glissement annuel. Le déficit commercial (6 Mds USD entre janvier et septembre 2021), les transferts réduits de devises par les travailleurs étrangers (317,4 M USD en octobre 2021, -49,8% en g.a.), les besoins de financement de la dette externe (4,4 Mds USD par an entre 2021 et 2025) concourent tous à la chute des réserves. La pression sur les réserves dans les prochains mois reste importante. Les sorties nettes de devises prévues à court terme du fait des seuls prêts, titres et dépôts en devises étrangères s'élèvent ainsi à 1,3 Md USD entre

décembre 2021 et février 2022, puis à 4,7 Mds USD entre mars et octobre 2022.

Contraction du PIB au T3 2021

D'après des données du *Department of Census and Statistics* publiées le 15 décembre, l'économie sri lankaise s'est contractée de 1,5% au T3 2021 en g.a. La contraction est notamment attribuable au confinement de 41 jours décidé entre le 20 août et le 1^{er} octobre et au renchérissement des matières premières dû aux restrictions d'importations. Les services (-1,6%) et l'industrie (-2,1%) sont en recul, alors que les activités agricoles, maintenues pendant le confinement, enregistrent une croissance de 1,7%. Au T3 2020, l'économie avait progressé de 1,5% en g.a., inaugurant une succession de quatre trimestres de croissance, dont 4,3% en g.a. au T1 2021 et 12,3% en g.a. au T2 2021, dus en particulier à un effet de base favorable. La croissance sur les neuf premiers mois de 2021 atteint ainsi 4,4% en g.a., contre 8% sur les six premiers mois. Le PIB sur neuf mois est néanmoins encore 2,2% inférieur à celui de 2019 sur la même période. Le secteur industriel (28,7% du PIB) progresse plus vite (+6,8%) que le secteur agricole (8,6% du PIB, en croissance de 5,3%). Le secteur des services, principal secteur de l'économie (57,5% du PIB), progresse quant à lui de 2,7%. Avec la réouverture du pays, l'exécutif et la banque centrale visent encore une croissance de 5% pour l'année 2021.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Négative	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	Caa2	Stable	CCC+	Négative	CCC	-	C	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international